

2019-01-18

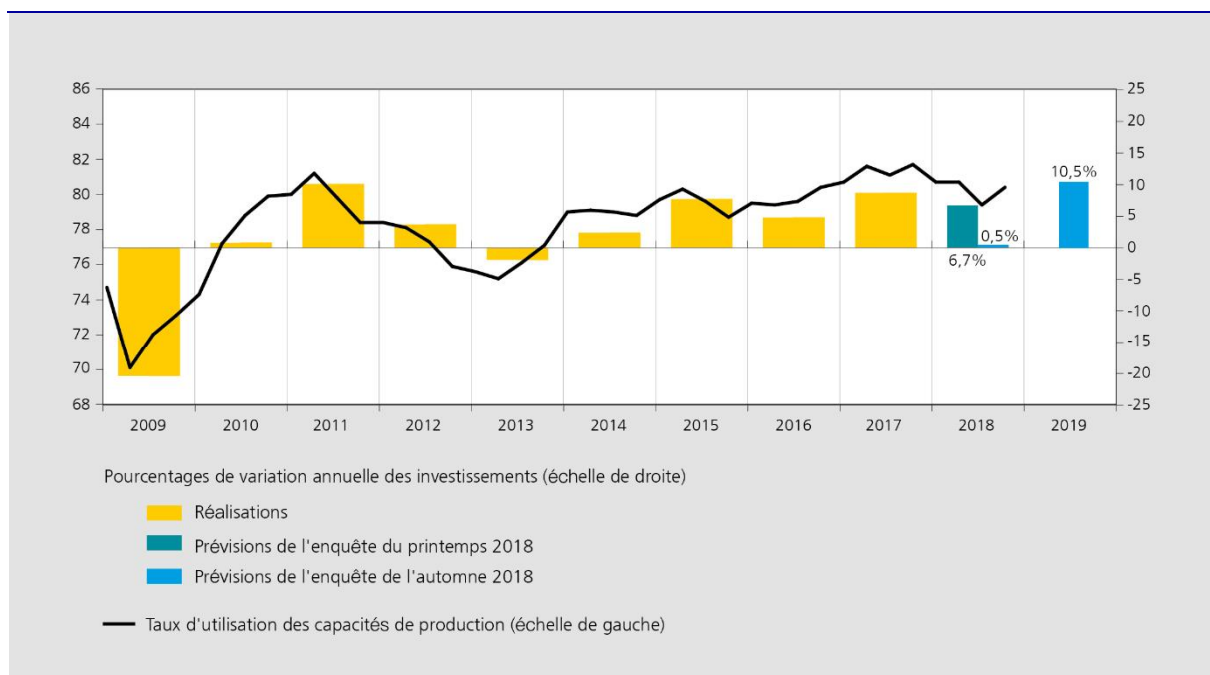
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats de l'enquête sur les investissements dans l'industrie manufacturière

Report à 2019 des investissements initialement prévus en 2018

- Les investissements en capital fixe dans l'industrie manufacturière auraient à peine progressé en 2018 par rapport à 2017
- En revanche, les entrepreneurs s'attendent à une hausse de leurs investissements en 2019

GRAPHIQUE 1 ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS¹ ET DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



¹ Selon l'enquête semestrielle de la BNB; pourcentage de variation des investissements exprimés à prix courants (leasing exclu).

La Banque nationale de Belgique mène deux fois par an, au printemps et à l'automne, une enquête sur les investissements des entreprises de l'industrie manufacturière.

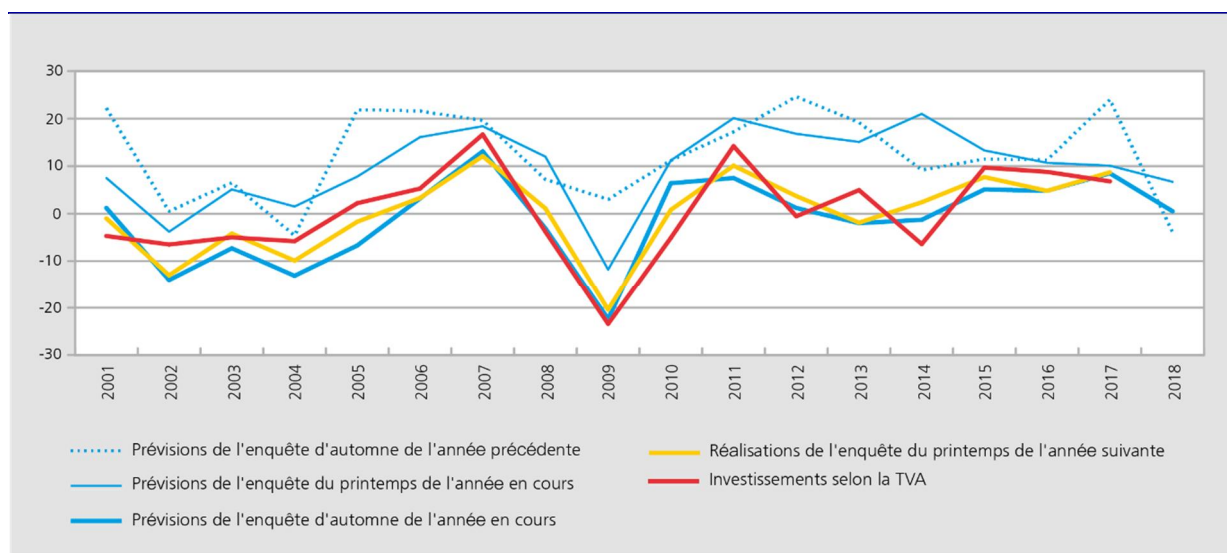
Stagnation des investissements en 2018

Selon les résultats de l'enquête de l'automne 2018, les investissements en capital fixe – exprimés à prix courants – auraient à peine progressé en 2018 par rapport à 2017. Cette stagnation est à mettre en rapport avec la baisse du taux d'utilisation des capacités de production observée entre la fin 2017 et la mi-2018 et le tassement de la confiance des entrepreneurs dans l'industrie manufacturière tout au long de 2018.

La quasi-stabilisation, par rapport à 2017, des montants investis en 2018 résulte d'évolutions divergentes au niveau des industries interrogées. D'une part, les investissements se seraient largement accrus dans les industries de la chimie, du plastique, de la sidérurgie et des métaux non ferreux et des papiers et cartons, ainsi que dans la production de matériaux de construction (à l'exclusion du verre). Par contre, les investissements auraient diminué dans les industries de la pétrochimie, de l'automobile et de l'alimentation.

Par rapport à l'enquête du printemps, de laquelle ressortait une croissance attendue des investissements de l'ordre de 6,7 % en 2018, la nouvelle estimation pour cette même année a été revue à la baisse, pointant désormais vers une quasi-stagnation (+0,5 %) des montants investis. Cette évolution est imputable aux grandes et très grandes entreprises (250 travailleurs et plus), la croissance de l'ordre de 10 % s'étant muée en un repli marginal, tandis que, pour les petites entreprises (moins de 50 travailleurs), les montants investis ont été nettement revus à la hausse; dans les entreprises de taille moyenne (50 à 249 travailleurs), les investissements n'ont pour ainsi dire pas été modifiés.

GRAPHIQUE 2 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE: PRÉVISIONS DE L'ENQUÊTE SEMESTRIELLE ET RÉALISATIONS



¹ Sources: BNB – enquête semestrielle, pourcentage de variation des investissements exprimés à prix courants (leasing exclu), Statbel.

Note: La définition des investissements est plus restrictive pour l'enquête de la Banque que pour les statistiques de la TVA puisqu'il n'y est pas tenu compte des actifs immatériels et du leasing. En moyenne, l'enquête sur les investissements est toutefois représentative de quelque 50 % du montant des investissements de l'industrie manufacturière tels que rapportés par les statistiques de la TVA.

Hausse attendue des investissements en 2019

Pour 2019, les entreprises anticipent une augmentation de leurs investissements de l'ordre de 10,5 %. Les investissements devraient encore s'intensifier dans les industries de la chimie et du plastique et, plus modestement, dans l'industrie de la sidérurgie et des métaux non ferreux. Dans l'industrie de l'alimentation néanmoins, le fléchissement des montants investis devrait se poursuivre, fût-ce à un rythme moindre qu'en 2018.

La hausse des investissements en 2019 serait uniquement le fait des très grandes entreprises (500 travailleurs et plus), pour lesquelles il s'agira très probablement de projets ajournés en 2018.

Si les prévisions d'investissements renseignées par les entreprises dans le cadre de l'enquête constituent un bon indicateur des grandes tendances des investissements (ralentissement, accélération), les évolutions strictement chiffrées doivent néanmoins être interprétées avec prudence, l'écart entre les prévisions établies au préalable et les montants finalement investis se révélant fréquemment important. En effet, les entreprises ont tendance à surestimer systématiquement leurs prévisions d'investissements pour l'année à venir lors de l'enquête réalisée à l'automne de l'année précédente, avant de se montrer plus mesurées dans l'enquête de printemps de l'année en cours, pour aboutir, lors de l'enquête de l'automne de l'année en cours, à une estimation fort proche de la réalité finalement observée.

L'un des éléments qui peut être avancé pour expliquer ce biais systématique à la hausse dans les données d'enquête est que les entrepreneurs y exprimeraient plutôt leur volonté d'investir, mais que celle-ci est in fine freinée par des éléments extérieurs, sur lesquels les entrepreneurs ont moins de prise, ou qu'ils anticipent plus difficilement. La prudence habituelle est donc d'autant plus de mise pour l'année 2019 étant donné les incertitudes, notamment en matière de relations commerciales internationales.

Lors de l'enquête de l'automne, il est demandé aux entreprises de ventiler leurs montants d'investissements selon la finalité économique et le mode de financement.

Principalement investissements de remplacement des outils et d'extension

Concernant la **finalité de leurs investissements**, les entrepreneurs avancent généralement (pour 80 % des investissements opérés environ) deux grands motifs, à savoir le remplacement de l'outil de production et l'extension ; le solde (quelque 20 % des investissements) porte sur des investissements de rationalisation et de protection de l'environnement.

Depuis 2014, la part des investissements d'extension est supérieure à celle des investissements de remplacement. Si la part des investissements d'extension s'est renforcée, en termes relatifs, par rapport à celle des investissements de remplacement jusqu'en 2016, l'écart entre les montants investis pour l'extension et le remplacement tend depuis à s'amenuiser. En 2018, la part des investissements d'extension aurait atteint 39 %, contre 37 % pour les investissements de remplacement. Pour 2019, les parts des deux grands types d'investissements seraient pratiquement similaires (40 % pour l'extension et 39 % pour le remplacement). Quant aux autres types d'investissements, les parts de ceux destinés à la rationalisation et à la protection de l'environnement représenteraient respectivement 15 et 3 % en 2018 et 12 et 3 % en 2019.

TABLEAU 1 FINALITÉ ÉCONOMIQUE DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
(en pourcentage des montants totaux d'investissements)

	Investissements de remplacement	Investissements d'extension	Autres ¹	dont:	
				Investissements de rationalisation	Investissements de protection de l'environnement
2013	44	37	19	12	4
2014	40	42	18	12	3
2015	36	41	23	14	4
2016	31	48	21	12	3
2017	38	42	20	12	4
2018	37	39	23	15	3
2019	39	40	21	12	3

¹ Sont considérés comme « Autres », les investissements dont il n'est pas possible de déterminer la finalité économique principale, comme par exemple les investissements sociaux, de rationalisation et de protection de l'environnement.

Le recours aux fonds propres reste de loin la principale **source de financement des investissements**. Ainsi, ces derniers auraient été financés par des capitaux propres à hauteur de 91 % du total en 2018. La part des investissements financés par des fonds empruntés auprès de tiers aurait été de 7 %. La part de l'autofinancement devrait encore progresser en 2019, pour atteindre 94 %, contre 5 % pour les fonds empruntés auprès de tiers.

TABEAU 2 MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
(en pourcentage des montants totaux d'investissements)

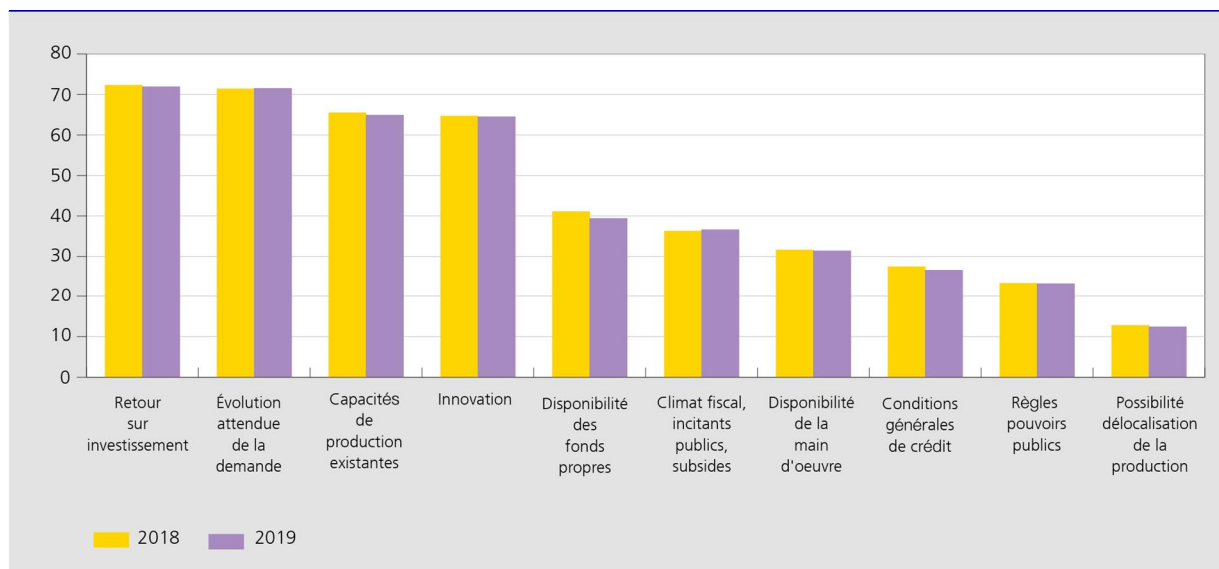
	2015	2016	2017	2018	2019 (prévisions)
Fonds propres ¹	89	91	91	91	94
Augmentation de capital par émission d'actions
Fonds empruntés auprès de tiers	8	7	8	7	5
Biens d'investissement matériels via leasing.....	3	2	1	2	1

¹ Y compris le financement par le biais d'une société au sein du même groupe.

En marge des résultats purement quantitatifs, l'enquête fournit aussi des informations qualitatives sur les **déterminants à l'investissement** des entreprises.

Les entreprises sont invitées à indiquer, au départ d'une liste de facteurs possibles, dans quelle mesure le facteur a été « encourageant », « limitant » ou n'a eu « aucune influence » dans la décision d'investir. Les déterminants d'investissement qualifiés d'« encourageants » pour 2018 restent sensiblement les mêmes, en termes d'importance, pour 2019. Le principal déterminant d'investissement demeure le retour sur investissement, cité par un peu plus de sept entreprises sur dix tant pour 2018 que pour 2019, talonné par l'évolution attendue de la demande. Les capacités de production existantes et l'introduction de nouvelles technologies (innovation) ont également été citées comme facteurs décisifs pour investir par environ deux tiers des entreprises interrogées, tant en 2018 qu'en 2019. Pour près de quatre entreprises sur dix, la disponibilité des fonds propres constitue un facteur déterminant de l'investissement. Ce pourcentage s'élève à près d'un tiers pour ce qui est de la fiscalité et des subsides, suivis de la disponibilité de la main-d'œuvre. Viennent ensuite les conditions générales de crédit, considérées comme stimulantes par un peu moins d'une entreprise sur quatre. Enfin, seules 13 % des entreprises sondées estiment que la possibilité de délocalisation constitue un facteur important dans la décision d'investissement.

GRAPHIQUE 3 DÉTERMINANTS DES INVESTISSEMENTS¹



¹ Pourcentage d'entreprises ayant qualifié les déterminants d'investissement d'« encourageants ». Les entreprises peuvent citer plus d'un facteur déterminant.